

Glossaire - de A à Z

sigles ou acronymes pouvant être employés dans le cadre du PLIE de l'Est Lyonnais UNI-EST ainsi que dans les domaines de l'emploi, de l'orientation et des formations continues

AAH	Allocation aux Adultes Handicapés	AGEFIPH	Association de GEstion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Handicapés
ACCRE	Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprises	AGEFOS-PME	Association de GEstion des fonds de FORMation des Salariés des Petites et Moyennes Entreprises
ACI	Atelier ou Chantier d'Insertion	AI	Association Intermédiaire
ACR	Action Courte Régionale <i>Région : Le dispositif Action Courte Régionale peut être mobilisé, sous certaines conditions, dans une enveloppe budgétaire territoriale et à l'issue du diagnostic, pour un porteur de projet, dont la création d'entreprise nécessite l'obtention d'une qualification technique.</i>	ANACT	Association Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail <i>(ARAVIS en Rhône-Alpes)</i>
ACSE	Agence pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des chances <i>L'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances est un établissement public à caractère administratif. Elle contribue à des actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés d'insertion sociale ou professionnelle. "Elle met en oeuvre, d'une part, sur le territoire national, des actions visant à l'intégration des populations immigrées et issues de l'immigration résidant en France. Elle concourt à la lutte contre les discriminations. Elle contribue également à la lutte contre l'illettrisme et à la mise en oeuvre du service civil volontaire.</i>	ANAEM	Agence Nationale de l'Accueil des Etrangers et des Migrations <i>L'ANAEM, établissement public administratif de l'Etat, a été créée par la loi de programmation pour la Cohésion sociale du 18 janvier 2005. Deux missions : l'accueil et l'accompagnement des étrangers lors de leur migration vers la France, et l'accompagnement des Français et des travailleurs dans leur migration hors de France.</i>
ADAI	Association Départementale des Associations Intermédiaires	ANLCl	Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme <i>GIP : l'ANLCl est chargée de promouvoir, tant au niveau national, territorial, que local, toutes les actions concourant à mesurer, prévenir et agir contre l'illettrisme et à favoriser l'accès de tous à la lecture, à l'écriture et aux compétences de base.</i>
ADES	Association Départementale d'Education à la Santé	ANRU	Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine <i>L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) met en oeuvre le Programme National de Rénovation Urbaine en approuvant des projets globaux qu'elle finance sur des fonds publics et privés. L'Agence apporte son soutien financier aux collectivités locales, aux établissements publics aux organismes privés ou publics qui conduisent des opérations de rénovation urbaine.</i>
ADVP	Activation de Développement Vocationnel et Personnel <i>L'Activation du Développement Vocationnel et Personnel ou ADVP est une démarche originaire du Québec permettant d'aider à analyser et résoudre un problème social ou humain en favorisant l'autonomie des bénéficiaires en orientation et insertion professionnelle.</i>	AOF	Action Orientation Formation <i>Parcours personnalisé, non qualifiant, qui aide les jeunes de moins de 26 ans sans réelle expérience professionnelle, et les moins jeunes qui cherchent un travail après une longue période d'inactivité. L'AOF a pour vocation de motiver les demandeurs d'emploi, de consolider leurs savoirs de base, de leur faire découvrir les métiers et de les aider dans la définition de leur projet professionnel.</i>
AES	Auto-Ecole Sociale	APCE	Agence Pour la Création d'Entreprise <i>association Loi 1901 créée en 1996 à l'initiative des pouvoirs publics, elle intervient dans le processus d'aide à la création d'entreprises</i>
AFF	Allocation de Fin de Formation <i>Il s'agit de l'allocation versée aux demandeurs d'emploi lorsque la formation suivie excède la durée des droits à l'indemnisation chômage</i>	APE (code)	Activité Principale de l'Entreprise
AFIJ	Association pour Faciliter l'Insertion professionnelle des Jeunes diplômés	APEC	Association pour l'Emploi des Cadres
AFPA	Association pour la Formation Professionnelle des Adultes <i>Organisme d'intérêt général de référence pour l'insertion professionnelle et le développement des compétences de tous les actifs, l'AFPA valorise les demandeurs d'emploi et les salariés, partout en France, durant toute leur vie.</i>	API	Allocation Parent Isolé <i>Une personne est considérée parent isolé si : elle est célibataire, veuf ou veuve, divorcé(e), séparé(e), ou abandonné(e) et si elle élève seul(e) son enfant ou ses enfants, depuis moins de 18 mois, ou bien si elle est seule et enceinte.</i>
AFPR	Action de Formation Préalable au Recrutement <i>Pôle emploi : L'action de formation préalable au recrutement (AFPR) permet aux DE de s'adapter, par le biais d'une formation, aux caractéristiques du nouvel emploi proposé.</i>	APP	Atelier de Pédagogie Personnalisée <i>L'APP met en oeuvre une démarche, centrée sur la personne, fondée sur le mode pédagogique de l'autoformation</i>
AFPS	Attestation de Formation aux Premiers Secours <i>Permet d'apprendre et de pratiquer les gestes élémentaires de secourisme permettant d'agir efficacement en attendant l'arrivée des secours organisés.</i>	ARACT	Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail <i>ARAVIS pour Rhône-Alpes</i>
AFT	Association pour le développement de la Formation dans les Transports <i>Formation tourisme, formation logistique, formation transport</i>	ARAF	Aide à la Reprise d'Activité des Femmes
AGEFAL	Association pour la GEstion des Fonds de l'ALternance		

ARAVIS	Agence Rhône-Alpes pour la Valorisation de l'Innovation Sociale et l'amélioration des conditions de travail	BIT	Bureau International du Travail
	<i>Aider les entreprises à conduire des innovations sociales au service de l'amélioration des conditions de travail - Un outil pour alimenter les pouvoirs publics pour l'élaboration de leurs politiques. Aravis est membre du réseau de l'Anact. Elle en relaye l'action en Région Rhône-Alpes. Elle souscrit au Contrat de Progrès signé entre l'Etat et l'Anact.</i>	BMO	Besoins en Main d'œuvre (données ASSEDIC)
ARE	Atelier de Recherche d'Emploi	BNQ	Bas Niveau de Qualification
ARE	Allocation d'aide au Retour à l'Emploi	BP	Budget Prévisionnel ou Primitif
	<i>L'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) est un revenu de remplacement versé par Pôle emploi sous certaines conditions aux personnes inscrites comme demandeurs d'emploi et involontairement privés d'emploi. L'ARE est versée pour une durée qui varie selon l'âge de l'intéressé, la durée de son affiliation à l'assurance chômage et la date de fin de son contrat de travail.</i>	BTP	Bâtiment Travaux Publics
AREELYS	Atelier de Rapprochement Economie Emploi L'Yon Sud	CA	Contrat d'Apprentissage
	<i>Réseau de structures</i>		<i>Le contrat d'apprentissage est un contrat par lequel l'employeur s'engage à assurer à un jeune travailleur une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie en Centre de Formation d'Apprentis (CFA).</i>
ARRADEP	Association Régionale Rhône-Alpes pour le Développement des Emplois de Proximité dans le logement social	CACES	Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité
	<i>structure d'insertion qui émane des organismes HLM de la Région Rhône-Alpes. Dans le cadre des chantiers d'insertion, elle rénove des appartements et des parties communes.</i>		<i>- cat. 9 = engins de chantiers</i>
ASP	Agence de Services et de Paiement	CAE	Contrat unique d'Accompagnement dans l'Emploi
	<i>L'Agence de services et de paiement (ASP) est un nouvel établissement public, né de la fusion du Cnasea et de l'AUP (Agence Unique de Paiement), au service des politiques publiques.</i>		<i>le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) est un contrat de travail à durée déterminée, destiné à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. Ce contrat s'adresse aux employeurs du secteur non marchand // Le dispositif du CAE est applicable avant l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2010, du nouveau « contrat unique d'insertion ». Dans leur forme actuelle, des CAE et des contrats initiative emploi, peuvent être conclus jusqu'au 31 décembre 2009. Le nouveau contrat unique d'insertion prendra la forme du CAE dans le secteur non-marchand et du CIE dans le secteur marchand.</i>
ASP	Association de Services aux Personnes	CAF	Caisse d'Allocations Familiales
ASS	Allocation de Solidarité Spécifique	CAFOC	Centre Académique de Formation Continue
	<i>Il est nécessaire de rechercher un emploi, c'est-à-dire : d'être inscrit comme demandeur d'emploi, d'effectuer des recherches actives d'emploi.</i>		<i>Les missions : le conseil en formation, l'ingénierie de la formation des adultes, la recherche et le développement, la formation des professionnels de la formation des adultes.</i>
ASSEDIC	ASSociation pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce	CAI	Contrat d'Accueil et d'Intégration
	<i>fait partie du Pôle Emploi</i>		<i>Visé à faciliter l'accueil et l'intégration des migrants arrivant sur le territoire, afin de leur permettre : de mieux comprendre la vie en France de faciliter leur accès à l'information sur les dispositifs et les structures q peuvent les aider, d'accéder à des formations linguistiques adaptées</i>
AT	Animateur Territorial (DDTEFP)	CAPE	Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise
	<i>Conception, promotion et mise en oeuvre des politiques et dispositifs EFP chargé de l'animation et de l'ingénierie de projets territoriaux</i>		<i>Permet de tester un projet en couveuse d'entreprise, avant l'immatriculation concrète : appui au montage d'un projet, pour tester en grandeur réelle l'activité et valider la faisabilité économique du projet.</i>
ATRE	ATelier de Recherche d'Emploi	CAPEB	Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises de Bâtiment
ATSEM	Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles	CARED	Contrat d'Aide et de Retour à l'Emploi Durable
AVE	Alliance Villes Emploi		<i>objectif de favoriser l'accès de publics en difficultés à des emplois disponibles avec une insertion durable dans ces emplois. jeunes et adultes qui éprouvent des difficultés dans l'accès à une insertion professionnelle durable, du fait d'un manque d'expérience professionnelle ou d'une qualification insuffisante ou non reconnue, d'un handicap physique, ou de facteurs d'exclusion ou de discrimination de toute nature // contrat à temps plein, il peut être à temps partiel (durée minimum hebdomadaire c 25 heures) si la situation de la personne embauchée le justifie.</i>
	<i>Dans le cadre de la politique de consolidation et de développement des PLIE et en partenariat avec le Ministère de l'emploi et de la solidarité, l'Alliance Villes Emploi : mène des actions de sensibilisation auprès des élus, incite les collectivités locales à s'investir dans le lancement de nouveaux projets de PLIE ou d'extension de PLIE existants, dans le but de favoriser l'accès à l'emploi des publics cumulant des difficultés sociales et professionnelles, anime des groupes de réflexion et d'échanges thématiques pour les Présidents de PLIE apporte tout conseil à la création ou à la pérennité des PLIE et de leurs actions.</i>	CASNAV	Centre Académique pour la Scolarisation des Nouveaux Arrivants et enfants du Voyage
BCA	Bilan de Compétences Approfondi (prestation ANPE)	CAVA	Centre d'Aptation à la Vie Active
BDD	Base De Données	CBE	Comité de Bassin d'Emploi
BFM	Bénéficiaire Fin de Mois	CCAS	Centre Communal, ou intercommunal, d'Action Sociale
BIJ	Bureau Information Jeunesse		

CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie	CFA	Centre de Formation des Apprentis
CCIL	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon	CFDT	Confédération Française Démocratique du Travail (syndicat de salariés)
CCP	Certificat de Capacité Professionnelle (validation AFPA/ Ministère de travail)	CFE - CGC	Confédération Française de l'Encadrement- Confédération Générale des Cadres (syndicat de salariés)
CDD	Contrat à Durée Déterminée	CFP	Congé de Formation Professionnelle <i>Le congé de formation professionnelle est ouvert à l'ensemble des agents, titulaires ou non, des trois fonctions publiques.</i>
CDI	Contrat à Durée Indéterminée	CFTC	Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (syndicat de salariés)
CDI	Comité Départemental d'Insertion	CGPME	Confédération Générale des Petites et Moyenne Entreprises (syndicat patronal)
CDIAE	Conseil Départemental pour l'Insertion par l'Activité Economique <i>- jouer un rôle de conseil et de veille sur les politiques de l'emploi et de l'insertion des personnes durablement éloignées de l'emploi ; - organiser la concertation entre les acteurs pour développer et consolider le secteur professionnel de l'insertion par l'activité économique, notamment en favorisant la recherche, le développement et en diffusant les expériences et les méthodes ; - représenter l'IAE au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, au Conseil supérieur du travail social, au Conseil supérieur de l'économie sociale, à l'Observatoire économique de l'achat public, aux différents comités de suivi des objectifs du Fonds social européen.</i>	CGT	Confédération Générale du Travail (syndicat de salariés)
CDRA	Contrat de Développement Rhône-Alpes <i>Les valeurs fortes d'un CDRA : le développement durable ; l'économie, l'emploi et la formation ; les solidarités sociales et territoriales ; la prospective ; l'expérimentation et l'innovation ; la co-construction et la mise en réseau ; la concertation.</i>	CHRS	Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale <i>Les CHRS, Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale, ont pour mission d'assurer l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement et l'insertion sociale des personnes en recherche d'hébergement ou de logement, afin de leur permettre de retrouver une autonomie personnelle et sociale.</i>
CEGES	Conseil des Entreprises et Groupements de l'Economie Sociale <i>L'objectif principal du CEGES est de faire reconnaître par les pouvoirs publics et la société civile la forme originale d'entreprendre incarnée par l'économie sociale (les groupements de personnes), qui est une alternative à celles issues de l'économie libérale capitaliste et de l'économie dirigée.</i>	CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail <i>Constitué dans tous les établissements occupant au moins 50 salariés, le CHSCT a pour mission de contribuer à la protection de la santé et de la sécurité des salariés ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail.</i>
Centre INFFO	Centre d'INFormation et de ressources sur la Formation professionnelle continue <i>Lieu de ressources, d'analyse et d'information sur la formation professionnelle et l'apprentissage, le Centre INFFO est une association sous tutelle du ministère de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi</i>	CIBC	Centre Interinstitutionnel de Bilan de Compétences
CEP	Contrat d'Etudes Prospectives <i>Le contrat d'études prospectives est une démarche partenariale qui doit permettre d'accompagner les évolutions à venir, améliorer la visibilité du secteur et de ses métiers, contribuer au développement des branches et proposer une politique d'emploi, de formation et d'organisation du travail adaptée à la situation du secteur.</i>	CICC	Commission Interministérielle de Coordination des Contrôles
CEREQ	Centre d'Etudes et de REchercheS sur les Qualifications <i>Le Céreq est un établissement public qui dépend du ministère de l'Éducation nationale, du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et du ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville. Pôle public d'expertise au service des acteurs de la formation et de l'emploi, le Céreq concilie production de statistiques, recherches, études et accompagnement d'actions. Il formule des avis et des propositions destinés à éclairer les choix en matière de politiques de formation à l'échelon régional, national ou international.</i>	CIDFF	Centre d'Information et de Documentation des Femmes et des Familles
CERTU	Centre d'Etudes sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques	CIE	Contrat Initiative Emploi <i>public : les personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.</i>
CESF	Conseillers en Economie Sociale et Familiale	CIF	Congé Individuel de Formation <i>Le congé individuel de formation (CIF) est le droit de s'absenter de son poste de travail pour suivre une formation de son choix</i>
CESR	Conseil Economique et Social Régional	CIFF / CIDF	Centre d'Information et de Documentation des Femmes et des Familles <i>Information gratuite dans le domaine du droit, de l'emploi et de la vie quotidienne et accompagnement individualisé vers l'emploi des femmes</i>
CETE	Centre d'Etudes Techniques de l'Équipement <i>service déconcentré du Ministère de l'Équipement...</i>	CIO	Centre d'Information et d'Orientation <i>favoriser : - l'accueil de tout public et en priorité des jeunes scolarisés et de leur famille ; - l'information sur les études, les formations professionnelles, les qualifications et les professions ; - le conseil individuel ; - l'observation, l'analyse des transformations locales du système éducatif et des évolutions du marché du travail et la production de documents de synthèse à destination des équipes éducatives ou des élèves ; - l'animation, des échanges et des réflexions entre les partenaires du système éducatif, les parents, les jeunes, les décideurs locaux et les responsables économiques.</i>
		CI-RMA	Contrat d'Insertion du Revenu Minimum d'Activité <i>Ce contrat (CI-RMA) vise à faciliter l'insertion professionnelle des allocataires du RMI, de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), de l'allocation de parent isolé (API) ou de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi</i>

CIVIS	Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale <i>Le "contrat d'insertion dans la vie sociale" (CIVIS) s'adresse à des jeunes de 16 à 25 ans révolus (soit jusqu'à leur vingt sixième anniversaire) rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle. Il a pour objectif d'organiser les actions nécessaires à la réalisation de leur projet d'insertion dans un emploi durable.</i>	COORACE	Coordination des Organismes d'Aide aux Chômeurs pour l'Emploi <i>(AI, EI, ETTI, chantiers...)</i>
CLD	Chômeur de Longue Durée	COPACIF	COMité PAritaire du Congé Individuel de Formation <i>(coordonne au niveau national les organismes paritaires chargés de la gestion du CIF (26 FONGECIF et le FAF TT))</i>
CLD	Comité Local de Développement	COPIL	COMité de PILotage (UNI-EST)
CLI	Commission Locale d'Insertion <i>CLI institution locale qui : réalise l'animation de la politique locale d'insertion, évalue les besoins d'insertion des bénéficiaires de son territoire, recense l'offre d'insertion disponible et formule des propositions pour le développement d'actions nouvelles, élabore le programme local d'insertion (PLI) qui définit les orientations, recense les moyens correspondants et prévoit les actions d'insertion, émet des propositions concernant le programme départemental d'insertion (PDI) qu'elle transmet au président du Conseil Général.</i>	CPE	Convention Promotion pour l'Emploi <i>visé à faciliter le déploiement des contrats aidés (Contrats d'Avenir et Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi) du plan de cohésion sociale dans l'économie sociale.</i>
CMU	Couverture Médicale Universelle	CPER	Contrat de Plan Etat -Région
CNASEA (voir ASP)	Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles	CQ	Contrat de Qualification
CNEI	Comité National des Entreprises d'Insertion	CRDSU	Centre de Ressources du Développement Social Urbain <i>Les missions du CR•DSU sont organisées autour de quatre axes : Organiser les échanges d'expériences et travaux collectifs sur les savoirs et les savoirs faire et contribuer au développement des fonctionnements en réseau dans la région. Repérer et capitaliser des initiatives et expériences locales, dar différentes publications produites par le centre de ressources. Faciliter l'accès à l'information par une veille informative, la diffusion d'informations et l'accès direct aux sources et aux ressources documentaires. Accompagner certains territoires dans des expérimentations locales, des recherches-actions...</i>
CNFPT	Centre National pour la formation dans la Fonction Publique Territoriale	CRE (ex. CME)	Chargé de Relations Entreprises (UNI-EST)
CNLE	Conseil National des politiques de Lutte contre la pauvreté et l'Exclusion <i>Il assiste de ses avis le Gouvernement sur toutes les questions de portée générale qui concernent la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il assure une concertation entre les pouvoirs publics et les associations, organisations et personnalités qualifiées qui agissent dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il peut être consulté par le Premier ministre sur les projets de textes législatifs ou réglementaires et sur les programmes d'action relatifs à l'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il peut être saisi pour avis par les membres du Gouvernement dans les domaines qui relèvent de leurs compétences. Il peut, de sa propre initiative, proposer aux pouvoirs publics les mesures qui paraissent de nature à améliorer la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.</i>	CREPI	Club Régional d'Entreprises Pépinières pour l'Insertion <i>Les membres fondateurs et actifs sont principalement des acteurs économiques. La finalité du CREPI est d'accompagner des personnes en difficulté sociale vers un emploi durable et ce dans le cadre d'un parcours d'insertion de qualité. Les prestations s'adressent avant tout à des chômeurs de longue et de très longue durée, aux allocataires du RMI, aux jeunes de 26 ans sans qualification.</i>
CNLRQ	Comité National de Liaison des Régies de Quartier	CRESS	Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire
CNML	Conseil National des Missions Locales	CRIJ	Centre Régional Information Jeunesse
CO	Contrat d'Objectifs	CRMA	Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat
CO	Comité Opérationnel (CTEF)	CRP	Convention de Reclassement Personnalisé <i>Dans les entreprises de moins de 1000 salariés (et dans certaines autres entreprises), l'employeur qui envisage de licencier pour motif économique doit, sous peine de sanctions, proposer aux salariés concernés une convention de reclassement personnalisé, d'une durée maximale de 8 moi.</i>
CODAC	COmmission Départementale d'Accès à la Citoyenneté <i>La Commission Départementale d'Accès à la Citoyenneté entend développer, dans le cadre d'une logique partenariale, une véritable dynamique de promotion de la citoyenneté permettant de répondre à deux objectifs majeurs : - veiller aux conditions d'un égal accès à l'emploi sans autre distinction que celle fondée sur le mérite ; - favoriser les principales démarches de la vie quotidienne telles que les relations avec les administrations, les employeurs, l'accès au logement et aux loisirs.</i>	CSP	Comité de Suivi PLIE <i>Les entrées et sorties des bénéficiaires dans le dispositif PLIE doivent être validées en comité de suivi PLIE, instance décisionnelle mise en place mensuellement sur chaque territoire.</i>
COL	Comité d'Orientation Local	CTEF	Contrat Territorial Emploi Formation <i>mis en place par les Régions</i>
COL	COMité Local (UNI-EST)	CTT	Contrat de Travail Temporaire
		CTTI	Contrat de Travail Temporaire d'Insertion
		CUCS	Contrat Urbain de Cohésion Sociale <i>succède au Contrat de Ville depuis 2007 : projet de territoire développé à bénéfice des quartiers en difficultés.</i>

DADT	Déclinaison Annuelle du Droit de Tirage	DRANPE	Direction Régionale de l'ANPE
<i>CTEF/Région</i>			
DARES	Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques	DRASS	Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales
<i>Les dossiers de la Dares présentent les résultats complets et détaillés d'enquêtes statistiques réalisées par le Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville</i>			
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales	DRCA	Direction Régionale du Commerce et de l'Artisanat
DDTEFP	Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	DRDFE	Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité
DE	Demandeur d'Emploi	DRIRE	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
DEFM	Demandeur d'Emploi en Fin de Mois	DRJS	Direction Régionale de la Jeunesse et des Sport:
DELD	Demandeur d'Emploi de Longue Durée	DRTEFP	Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
DETT	Direction de l'Economie du Tourisme de la Recherche et de la Technologie	DSU	Développement Social Urbain
<i>Région : Favoriser la création et assurer le développement d'activités économiques et d'emplois durables, préparer les entreprises aux enjeux d'une économie de la connaissance, garantir un développement économique équilibré des territoires qui composent Rhône-Alpes.</i>			
DGEFP	Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle	DUDE	Dossier Unique du Demandeur d'Emploi <i>Prévu par la Loi de Cohésion sociale, le Dossier Unique du Demandeur d'Emploi (DUDE) vise à renforcer l'efficacité des acteurs de l'emploi en leur donnant les moyens de partager les informations dont ils disposent. Ainsi, le DUDE permet d'offrir une vue partagée du parcours du demandeur d'emploi dans sa globalité et renforce la coordination des actions des différents partenaires en vue de faciliter les démarches et l'accompagnement des demandeurs d'emploi.</i>
DIACT	Délégation Interministérielle à l'Aménagement et la Compétitivité des Territoires	ECCP	Evaluation de Compétences et de Capacités Professionnelles <i>Cette prestation permet de présenter sa candidature à une offre d'emploi identifiée, de définir ses acquis professionnels par rapport à l'emploi recherché et de préciser son projet professionnel.</i>
DIF	Droit Individuel à la Formation	ECRINS	Entreprises pour le Conseil, le Recrutement et l'Intégration de Nouveaux Salariés <i>ECRINS entend répondre d'une part aux difficultés de recrutement rencontrées par les PME, en particulier dans les secteurs du bâtiment, des métiers de bouche et de la restauration, et d'autre part à la persistance d chômage. Sa mission ? accompagner le recrutement des PME au cas par cas, en agissant sur les causes structurelles de leurs difficultés à recruter. Une ambition qui se traduit par trois types de prestations : ECRINS accompagne le recrutement et les ressources humaines, aide à l'intégration des nouveaux recrutés, et soutient la professionnalisation des salariés. Son originalité ? Son approche territoriale : dans une dizaine de territoire pilotes - bassin d'emploi où les problèmes de recrutement sont les plus sensibles - des groupes projet locaux associent la Région, le service public de l'emploi et des représentants des partenaires sociaux. L'ensemble des actions mené par chaque dispositif local fera l'objet d'un suivi régulier de Région afin de constater les améliorations apportées par ECRINS.</i>
DILF	Diplôme Initial de Langue Française <i>Le DILF est un diplôme de français langue étrangère évaluant les premiers apprentissages</i>	EEI	Equipe Emploi Insertion
DIRECCTE	Direction Régionale de l'Entreprise, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi <i>les directions départementales et régionales de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle (DDTEFP et DRTEFP) sont fusionnées. Elles sont rejointes par les inspections du travail de l'agriculture et des transports, les services développement industriel des DRIRE, ainsi que les directions régionales de la concurrence (DRCCRF), du tourisme (DRT), du commerce et artisanat (DRCA) et du commerce extérieur DRCE ; les services régionaux intelligence économique participent également à ce regroupement.</i>	EI	Entreprise d'Insertion
DIV	Délégation Interministérielle à la Ville <i>La Délégation interministérielle à la ville est une administration de mission, placée sous l'autorité du ministre du Logement et de la Ville. Elle est chargée de concevoir, d'animer et d'évaluer la politique destinée aux quartiers les plus en difficultés.</i>	EIF	Enveloppe Individuelle de Formation (UNI-EST)
DLA	Dispositif Local d'Accompagnement <i>Les dispositifs locaux d'accompagnements (DLA) ont été créés en France à partir de 2002 à l'initiative de l'Etat et de la Caisse des dépôts et consignations. Ils sont destinés à soutenir l'activité et l'emploi dans le secteur associatif.</i> <i>Les DLA ont pour mission d'établir un diagnostic partagé de la structure et de ses activités, puis de proposer un plan de consolidation qui peut reposer sur des accompagnements de type individuel et/ou collectif. Ces accompagnements sont réalisés par des experts qui interviennent en général au sein de la structure et font des préconisations adaptées à la situation et au contexte. Un comité d'appui technique donne son avis sur le diagnostic et la mission proposée. Il est constitué de divers services déconcentrés de l'Etat (DDTEFP, DDJS, DIREN, DRAC...) et de collectivités territoriales qui interviennent en fonction des dossiers présentés.</i>	EII	Entreprise d'Intérim d'Insertion
		EMOUS	Equipe Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale
		EMT	Evaluation en Milieu de Travail <i>(prestation ANPE)</i>

EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale	FO	Force Ouvrière <i>(syndicat de salariés)</i>
	<i>Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de "projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité". Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.</i>	FONGECIF	FONds pour la GEstion du Congé Individuel de Formation <i>(fonds paritaire interprofessionnel)</i>
EQUAL ESPERE	Engagement du Service Public de l'Emploi pour Restaurer l'Egalité <i>programme lcd</i>	FRAU	Fonds Régional d'Action d'Urgence <i>Région : accompagner les entreprises fragilisées et en retournement</i>
ESAT	Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ex CAT)	FRERA	Fonds Régional pour l'Emploi en Rhône-Alpes <i>Région : faciliter l'accès au crédit bancaire des TEP et PME de Rhône-Alpes dont les dossiers sont estimés risqués financièrement.</i>
ESS	Economie Sociale et Solidaire	FSE	Fonds Social Européen <i>Le Fonds Social Européen (FSE) est un des deux Fonds structurels de l'Unic européenne avec le FEDER (Fonds européen de développement régional), qui contribuent à la politique de cohésion économique et sociale de l'Unic européenne. Tous les Etats membres en bénéficient.</i>
ETP	Equivalent Temps Plein	GE	Groupe ment d'Employeurs
ETTI	Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion	GEIQ	Groupe ment d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification
FAF	Fonds d'Assurance Formation	GIP	Groupe ment d'Intérêt Public
FAF TT	Fonds d'Assurance Formation du Travail Temporaire	GPEC	Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences <i>L'entreprise se trouve aujourd'hui confrontée à des changements multiples qu'elle doit anticiper si elle veut poursuivre son développement dans son environnement économique et social. Pour cela, la Loi de Programmation pour la Cohésion Sociale du 18 janvier 2005 dite Loi Borloo (loi n°2005-32) instauré une obligation de négociation triennale sur la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences (GPEC).</i>
FAJ	Fonds d'Aide aux Jeunes en difficulté <i>Le Fond d'Aide aux Jeunes (FAJ) a été créé en 1989 pour aider les jeunes de 18 à 25 ans en difficultés matérielles, d'insertion ou qui ont de faibles ressources</i>	GPV	Grand Projet de Ville <i>Le grand projet de ville est un projet global de développement social et urbain qui vise à réinsérer un ou plusieurs quartiers dans leur agglomération. Il permet la mise en œuvre d'opérations lourdes de requalification urbaine. Il s'agit d'améliorer les conditions de vie des habitants et de marquer en profondeur et de manière durable, la transformation d'image et de perception du quartier.</i>
FARE	Fonds d'Action pour la Réinsertion à l'Emploi <i>Le Fonds d'Action pour la Réinsertion et l'Emploi (FARE) est entièrement dédié aux entreprises de Propreté et Services Associés. Créé par accord paritaire, le FARE met en œuvre la politique de développement de l'emploi de la branche professionnelle définie par la Fédération des Entreprises de Propreté</i>	GREP	Groupe de Recherches pour l'Emploi des Probationnaires <i>(détenus en liberté conditionnelle)</i>
FDI	Fonds Départemental pour l'Insertion <i>Créé par la loi du 29 juillet 1998 et institué dans chaque département, le fonds départemental pour l'insertion (FDI) vise à financer le développement et la consolidation des initiatives locales en matière d'IAE.</i>	GRETA	GRoupe ment d'ETablis sements de formation continue <i>(Ministère de l'éducation nationale)</i>
FEDER	Fonds Européen de Développement Rural <i>le FEDER vise à réduire les principaux déséquilibres régionaux dans la Communauté. Le FEDER est donc l'un des instruments de financement privilégiés au titre de la politique de cohésion en soutenant le développement et l'ajustement structurel des économies régionales ainsi que la coopération transfrontalière, transnationale et transrégionale.</i>	GRH	Gestion des Ressources Humaines
FEOGA	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole <i>Le FEOGA est composé de deux sections, la section Orientation et la Section Garantie. Dans le cadre de la Politique européenne de cohésion économique et sociale, le FEOGA soutient le développement rural et l'ajustement des structures agricoles.</i>	HACCP	Hazard Analysis Critical Control Point <i>méthode et principes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments L'HACCP est avant tout une méthode, un outil de travail, mais n'est pas une norme. Une norme est un document descriptif, élaboré par consensus et approuvé par un organisme de normalisation reconnu (ISO par exemple). L'origine de l'HACCP prouve qu'il ne s'agit pas d'une norme.</i>
FIMO	Formation Initiale Minimum Obligatoire	HALDE	Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité <i>La HALDE a pour mission de lutter contre les discriminations prohibées par la loi, de fournir toute l'information nécessaire, d'accompagner les victimes, d'identifier et de promouvoir les bonnes pratiques pour faire entrer dans les faits le principe d'égalité.</i>
FIPJ	Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Jeunes	IAE	Insertion par l'Activité Économique
FIV	Fonds Interministériel d'intervention à la Ville <i>(Fonds dédiés à la Politique de la ville)</i>	INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques <i>L'institut national de la statistique et des études économiques (Insee) est une direction générale du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.</i>
FLE	Français Langue Etrangère <i>scolarisé dans pays d'origine</i>		
FNARS	Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale		

IOD	Intervention sur les Offres et les Demandes	MLRSE	Mission Locale Rhône Sud-Est
	<i>Cette méthode vise à agir sur les pratiques de recrutement des employeurs. Elle s'adresse principalement aux demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail, notamment les bénéficiaires du RMI. Elle vise à faire valoir immédiatement les compétences qu'a toute personne désireuse de travailler.</i>	MOA	Module d'Orientation Approfondie
IRILL	Insertion, Réinsertion, lutte contre L'ILlettrisme	MRIE	Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion
	<i>Le programme Insertion, Réinsertion lutte contre l'illettrisme (IRILL) vise à accompagner les bénéficiaires dans une démarche d'insertion durable et à favoriser l'adaptation ou la progression professionnelle. Il comporte deux volets qui ont pour objectifs de développer la maîtrise des savoirs fondamentaux, d'une part et de développer les capacités de réinsertion sociale et professionnelle des détenus d'autre part.</i>		<i>la Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion soutient la lutte contre la pauvreté et l'exclusion en Rhône-Alpes en assumant quatre fonctions :</i>
ISM CORUM	Inter Services Migrants - Centre d'Observation et de Recherche sur l'Urbain et ses Mutations		<i>Une fonction d'observation et de veille, de développement de la connaissance, à travers notamment un dossier annuel qui regroupe des contributions diverses émanant d'administrations, de statisticiens, d'acteu de terrain, de chercheurs, ainsi que des personnes concernées.</i>
	<i>ISM-CORUM, créée en 1978, s'est donné pour mission la médiation et l'ingénierie sociale et culturelle. Son activité traditionnelle est la traduction et l'interprétariat, au service des migrants, des collectivités, des administrations et organisations publiques en lien avec ces populations. Plusieurs milliers d'interventions par an ont permis de tisser sur la région un réseau de partenariats actif avec les associations et les services publics (Etat, collectivités territoriales, établissements publics ou privés et organismes HLM).</i>		<i>Une fonction d'étude et d'animation de la réflexion, à partir de rapports issus de groupes de travail.</i>
	<i>Depuis 1992, l'association développe à travers le Centre d'Observation et de Recherche sur l'Urbain et ses Mutation (CORUM), un département d'études, de conseils, d'interventions et de formation dans le champ des politiques publiques territorialisées.</i>		<i>Une fonction de sensibilisation des décideurs et des acteurs aux enjeux de la lutte contre l'exclusion et à leur déclinaison opérationnelle.</i>
			<i>Une fonction de communication à travers différents outils de diffusion et d'animation et des rencontres locales.</i>
ITP	Instance Territoriale Participative (CTEF)	MVE	Mobilisation Vers l'Emploi
			<i>Mobiliser vers l'emploi les publics connaissant des difficultés d'ordre soci et personnel. Les aider à retrouver un emploi. Les accompagner dans l'emploi.</i>
ITT	Instance Technique Territoriale	NAF	Nomenclature d'Activités Françaises
	<i>Conseil Général - l'ITT a vocation à valider les contrats d'insertion sociale et professionnelle "tout public" des bénéficiaires du R.M.I.,</i>	NTIC	Nouvelles Technologies d'Information et de Communication
JAPD	Journée d'Appel et de Préparation à la Défense	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
LCD	Lutte Contre les Discriminations	OF	Organisme de Formation
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances	ONISEP	Office National d'Information Sur les Enseignements et les Professions
	<i>La loi organique relative aux lois de finances du premier août 2001 - la LOLF - réforme en profondeur la gestion de l'Etat. Elle met en place une gestion plus démocratique et plus performante, au bénéfice de tous : citoyens, usagers du service public, contribuables et agents de l'Etat.</i>		<i>nale)</i>
LVE	Lyon Ville Entrepreneuriat	OPACIF	Organisme Paritaire Agréé au titre du Congé Individuel de Formation
MAD	Mise A Disposition	OPALE	Observatoire PARtenarial Lyonnais en Economie
MDE(F)	Maison De l'Emploi (et de la Formation)		<i>L'Opale capitalise et diffuse les informations (statistiques économiques, études et recherches) afin de favoriser :</i>
MDPH	Maison Départementale pour les Personnes Handicapées		<i>- l'aide à la décision des acteurs locaux à partir d'un cadre commun d'analyse et de diagnostic,</i>
	<i>La MDPH exerce une mission d'accueil, d'information, d'accompagnement et de conseil des personnes handicapées et de leur famille. Elle mène également des actions de sensibilisation au handicap auprès de tous les citoyens.</i>		<i>- le développement d'un réseau de partenaires pour rapprocher producteu et utilisateurs d'informations locales en matière d'économie. (Le périmètr d'observation couvre les 296 communes de l'aire urbaine qui forment le bassin économique lyonnais, de Givors à la Plaine de l'Ain, de l'Isle d'Abeau aux Monts du Lyonnais)</i>
MEDEF	Mouvement des Entreprises DE France	OPCA	Organisme Paritaire Collecteur Agréé
	<i>(syndicat patronal)</i>		<i>Financier de formations</i>
MIFE	Maison de l'Information sur la Formation et l'Emploi	OPCAREG	Organisme Paritaire Collecteur Agréé interprofessionnel et RÉGional
	<i>... des structures de proximité créées à l'initiative des collectivités territoriales et de l'Etat, spécialisées dans l'accueil, l'information, l'orientation et l'appui à la mobilité professionnelle des adultes... des espaces locaux d'animation et de promotion de la formation professionnelle continue, au service des personnes et du développement local</i>	PACTE	Parcours d'ACcès aux fonctions publiques Territoriales, hospitalière et d'état
MIN	Marché d'Intérêt National		<i>En 2006, un nouveau mode de recrutement dans les corps et cadres d'emploi de catégorie C des trois fonctions publiques a été mis en place : PACTE (Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'Etat).</i>
ML / MLJ	Mission Locale / Mission Locale Jeunes		<i>Ouvert aux jeunes gens de 16 à moins de 26 ans, c'est un contrat de droit public d'une durée d'un an minimum à deux ans maximum alternant formation et stage et permettant d'intégrer la fonction publique en quali de fonctionnaire titulaire à l'issue d'une vérification d'aptitude.</i>

PAIO	Permanence d'Accueil d'Information et d'Orientation	PRAO	Pôle Rhône-Alpes de l'Orientation
	<i>Permanences d'Accueil, d'Information et d'Orientation. Conseillent et orientent les jeunes, de 16 à 25 ans, dans leur parcours professionnel mais aussi dans leur vie quotidienne. Ces structures associatives sont chargées d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'aider les jeunes en démarche d'insertion professionnelle et sociale. Elles apportent des réponses adaptées à l'ensemble des difficultés qu'ils rencontrent (logement, santé, ...) avec une priorité donnée à l'emploi et à la formation. Elles assurent un suivi individualisé de ceux qu'elles reçoivent et les orientent le plus souvent vers des formations en alternance.</i>		<i>Dans le cadre de sa mission de Centre d'Animation de Ressources d'Information sur la Formation (CARIF), le PRAO diffuse l'offre de formation initiale et continue disponible en Rhône-Alpes.</i>
PARE	Plan d'Aide au Retour à l'Emploi	PRDFP	Plan Régional de Développement de la Formation Professionnelle
PASS	Plan d'Action Sur Sites		<i>Le plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes et des adultes est l'un des instruments de programmation régionale à disposition des conseils régionaux.</i>
PCS	Plan de Cohésion Sociale	PRE	Plan Régional pour l'Emploi
PCS	Professions et Catégories Socioprofessionnelles		<i>Le Plan Régional pour l'Emploi (PRE) est issu d'une concertation approfondie, conduite avec l'Etat et les partenaires sociaux, dans le cadre d'une conférence sur les politiques régionales en faveur de l'emploi. Ce plan poursuit trois grands objectifs : faire accéder à l'emploi durable les publics qui en sont le plus éloignés, accentuer la lutte contre les discriminations et favoriser le progrès des compétences et des qualifications, accompagner le développement et la compétitivité des entreprises grâce à l'innovation et un soutien à l'investissement, associer l'ensemble des acteurs au niveau des territoires et conforter le dialogue social</i>
PDE	Plan Déplacement Entreprise	PREJ	Pôle Ressource Emploi Jeunesse
PDJ	Programme Départemental d'Insertion		<i>Chassieu</i>
PDIAE	Plan Départemental d'Insertion par l'Activité Economique	PRESAGE	Programme Régional et Européen de Suivi, d'Analyse, de Gestion et d'Evaluation
PDITH	Plan Départemental d'Insertion des Travailleurs Handicapés	PRI	Plan Régional de prévention et de traitement des situations d'Illettrisme
PDU	Plan Déplacement Urbain	PROGRESS	PROGRamme de l'union européenne pour l'Emploi et la Solidarité Sociale 2007/2013
PEF	Permanence Emploi Formation	PRPE	Plan Régional Pour l'Emploi
PIC	Programme d'Initiative Communautaire	PSE	Plan de Sauvegarde de l'Emploi
PITE	Programme d'Intervention Territoriale de l'Etat <i>(programme interministériel 2006, en exception à la LOLF)</i>		<i>le plan de sauvegarde de l'emploi, également connu sous son ancien nom c plan social ou sous le sigle PSE, est un dispositif visant à limiter les conséquences des licenciements collectifs, mis en place dans l'article L. 32 4-1 du code du travail . Instauré par la loi "Soisson" du 2 août 1989, le plan social a été renommé "plan de sauvegarde de l'emploi" par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002.</i>
PJJ	Protection Judiciaire de la Jeunesse	PSEE	Plan de Soutien à l'Economie et à l'Emploi
PLIE	Plans Locaux pluri-annuels pour l'Insertion et l'Emploi		<i>Le PSEE (outil de droit commun) amplifie et complète des dispositifs mis en œuvre par la Région, dans le cadre de sa compétence en matière de formation continue (élévation des compétences des salariés les + fragilisés: développement de l'emploi)</i>
PME / PMI	Petite et Moyenne Entreprise / Petite et Moyenne Industrie	PSP	Promotion Sociale et Professionnelle
PNAE	Plan National d'Action pour l'Emploi		<i>Région : programme d'actions de formation en direction des salariés fragilisés dans leur emploi qui sont en démarche personnelle de formation accompagnés, le cas échéant, par leurs employeurs.</i>
PNRU	Programme National de Rénovation Urbaine	PUMA	Projet Uni-Est Mrie Aravis
	<i>Le PNRU, tel que défini par la loi du 1er août 2003, amendée par la loi du 18 janvier 2005 et, prolongée par l'accord Etat/UESL de mai 2006, prévoit la conduite de Projets de Rénovation Urbaine sur les quartiers fragiles classés en ZUS (et quartiers bénéficiant d'une dérogation dite « article 6 »). Cela se traduit par l'amélioration des espaces urbains, le développement des équipements publics, la réhabilitation et la résidentialisation de logements locatifs sociaux, la démolition pour vétusté ou pour une meilleure organisation urbaine de logements, ou le développement d'une nouvelle offre de logements, aux formes et aux statuts diversifiés.</i>	RDI	Rhône Développement Initiative
PO	Programme Opérationnel		<i>objectif principal la promotion des entreprises créant de l'emploi pour les personnes en situation d'exclusion sur le Rhône.</i>
<i>ex DOUCUP</i>		REPAS	Réseau d'Echanges et de Pratiques Alternatives et Solidaires
		RESEEL	RESeau Emploi Est Lyonnais
			<i>Accompagner les entreprises dans leur recrutement et optimiser l'accès à l'emploi des habitants du territoire</i>
		RMA	Revenu Minimum d'Activité
			<i>contrat de travail à temps partiel, 20 heures minimum par semaine, d'une durée de 6 mois. Il est renouvelable 2 fois dans une limite de 18 mois. Le montant du RMA se calcule au minimum sur la base du SMIC, proportionnellement au nombre d'heures effectuées.</i>

RMI	Revenu Minimum d'Insertion	SPEL	Service Public de l'Emploi Local
ROME	Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois	SPER	Service Public de l'Emploi Régional
<i>(nomenclature ANPE)</i>		SPRF	Service Public Régional de Formation
RP xx	Recensement Population année xx		<i>Lier formation et développement économique et Développer la territorialisation des politiques régionales</i>
RQ	Régie de Quartier	TPE	Très Petites Entreprises
RTT	Réduction du temps de travail	TRE	Techniques de Recherche d'Emploi
SAG	Structure d'Animation et de Gestion	UNEDIC	Union Nationale pour l'Emploi Dans l'industrie et le Commerce
SCOP	Société COopérative de Production	UNSA	Union Nationale des Syndicats Autonomes
SCOT	Schéma de COhérence Territoriale	UPA	Union Professionnelle Artisanale
Securise'RA	Sécuriser l'emploi en Rhône-Alpes	<i>(syndicat patronal)</i>	
SEP	Stage d'Expérience Professionnelle	URACIFF	Union Régionale des Centres d'Information et de documentation des Femmes et des Familles
<i>(prestation Région Rhône-Alpes)</i>		URCLIE	Union Régionale des Collectivités Locales pour l'Insertion et l'Emploi
SFP	Stage de la Formation Professionnelle	UREI	Union Régionale des Entreprises d'Insertion
SGAR	Secrétariat Général aux Affaires Régionales	URML	Union Régionale des Missions Locales
<i>Préfecture de Région</i>		UROFRA	Union Régionale des Organismes de Formation en Rhône-Alpes
SIAE	Structure d'Insertion par l'Activité Économique	URSSAF	Union pour le Recouvrement des cotisations de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales
<i>Associations intermédiaires - entreprises de travail temporaire d'insertion - entreprises d'insertion - activités d'utilité sociale - régies de quartier</i>			
SIFE	Stage d'Insertion et de Formation à l'Emploi	VAE	Validation des Acquis de l'Expérience
<i>Le SIFE (Stage d'Insertion et de Formation à l'Emploi) a pour but de réinsérer professionnellement des chômeurs de longue durée. Pour en bénéficier, il faut avoir plus de 26 ans, et/ou toucher le RMI. Sous forme de modules articulés en fonction des besoins de l'intéressé, il se déroule pour partie en entreprise.</i>			<i>Ce dispositif permet l'obtention de tout ou partie d'une certification (diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification professionnelle) sur la base d'une expérience professionnelle salariée, non salariée (commerçant, collaborateur de commerçant, profession libérale, agriculteur ou artisan...) et/ou bénévole (syndicale, associative) et/ou volontaire. Cette expérience, en lien avec la certification visée, est validée par un jury. Les certifications, enregistrées au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP), sont accessibles par la VAE.</i>
SIRENE	Système Informatique du Répertoire des Entreprises et de leurs Etablissements	ZFU	Zone Franche Urbaine
<i>(géré par l'INSEE)</i>		ZTEF	Zone Territoriale Emploi Formation
SIRET	Système Informatique du Répertoire des Entreprises et de leurs Etablissements	ZUS	Zone Urbaine Sensible (Politique de la Ville)
SIVP	Stage d'Insertion à la Vie Professionnelle		
SMIC	Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance		
SOA	Session d'Orientation Active		
<i>- élaborer un projet professionnel et à rechercher les moyens pour y parvenir - acquérir une méthode d'auto-orientation : enrichir et faciliter leur réflexion par l'apport d'un groupe.</i>			
SOP AFPA	Service d'Orientation Professionnelle de l'AFPA		
SP	Structure Porteuse (CTEF)		
SPE	Service Public de l'Emploi		
SPED	Service Public de l'Emploi Départemental		